

Au 25^e rang mondial des économies les plus compétitives

Le Luxembourg fait du surplace

La compétitivité du Luxembourg stagne, selon le World Economic Forum. La qualité du système de santé et d'enseignement freine sa progression.

LYDIE GRECO

Le Luxembourg se classe une nouvelle fois au 25^e rang mondial des 131 économies les plus compétitives, selon le rapport 2007-2008 du World Economic Forum.

Au niveau européen, 13 pays, dont 10 membres de l'Union européenne, devancent le Luxembourg.

Le Danemark prend la 3^e place, suivi par la Suède (4^e) et la Finlande (6^e).

«La comparaison avec les pays voisins montre qu'ils sont tous biens plus compétitifs que le Grand-Duché: Allemagne (5^e), Pays-Bas (10^e), France (18^e), Belgique (20^e)», relève le département économique de la Chambre de commerce du Luxembourg, qui s'est chargé de la coordination de l'enquête au niveau national.

Les Etats-Unis occupent, comme en 2006, la première place, «ce qui reflète les excellentes performances de l'économie américaine, notamment la qualité de ses infrastructures, l'efficacité de ses marchés, notamment le marché du travail, ainsi que la capacité d'innovation de ses entreprises».

Selon les résultats, le Luxembourg enregistre de bonnes performances et se classe parmi les 15 pays les plus vertueux grâce à la stabilité politique, à la qualité de ses infrastructures, et à des performances macro-économiques satisfaisantes, mis à part un niveau d'inflation qui reste trop élevé en comparaison européenne et une diversification perfectible.

LES FAIBLESSES

La qualité du système de santé et d'éducation primaire (35^e rang mondial) nuit cependant à la performance générale du Grand-Duché. Le rapport relève «le coût élevé du système d'éducation par rapport aux performances obtenues en comparaison internationale». Quant au système de santé, il se caractérise par «des prestations très généreuses, par un suréquipement au niveau des infrastructures et par des synergies insuffisantes entre les acteurs, ce qui peut expliquer son coût très élevé par rapport à l'efficacité du système».

Le Luxembourg garde sa 25^e position en ce qui concerne les améliorateurs d'efficacité. Parmi les causes: les mauvais résultats de son enseignement supérieur (43^e rang mondial), l'efficacité du marché du travail (39^e) et la taille de marché (81^e).

La faiblesse de l'enseignement universitaire est en grande partie due au faible taux d'accès aux études universitaires (96^e rang), à la

faible qualité des écoles de management (91^e), ainsi qu'aux mauvais résultats en matière de recherche publique (44^e).

Les mauvaises performances du marché du travail se situent au niveau de la flexibilité dans la détermination des salaires (89^e), des pratiques d'embauche et de licenciement trop rigides (92^e), de la faible participation des femmes au marché du travail (69^e), et du niveau élevé de la rémunération par rapport à la productivité (58^e).

«Par contre, le Grand-Duché se classe bien dans les domaines de la sophistication des produits financiers (8^e), de l'utilisation des nouvelles technologies (10^e) et de l'efficacité du marché des biens (18^e)», souligne le rapport.

Si le Luxembourg occupe le 23^e rang mondial quant au degré de sophistication des entreprises et le 24^e pour l'innovation, il enregistre de piètres performances au niveau de la disponibilité d'ingénieurs et de scientifiques (82^e rang), de la qualité des institutions publiques de recherche scientifique (55^e) et de la collaboration en matière de recherche entre université et industrie (41^e). Les principales difficultés pour le développement d'activités au Luxembourg sont, selon les chefs d'entreprise interrogés, la rigidité du droit du travail, la difficulté à recruter du personnel qualifié, les lourdeurs administratives et une trop forte inflation.